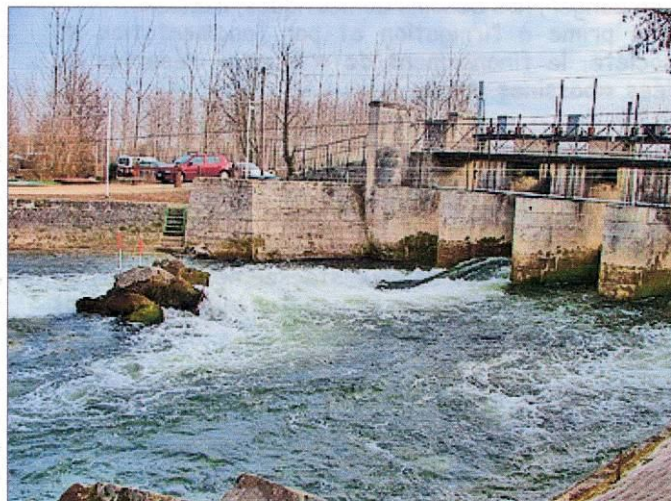


ALERTE ! Votre avenir et celui de vos enfants sont en danger !

ou pourquoi coule t'il de source de stocker l'eau d'hiver pour les consommations d'été



Ecluses de Bernouët

Aujourd'hui

et demain avec l'immobilisme

que vous propose SOS Rivières, FNE17 & AIE17

Demain

avec le projet de stockage

proposé par les agriculteurs du bassin

Depuis de nombreuses années vous subissez toujours le même martelage par des alertes intempestives et toujours non constructives de la part d'associations se présentant comme défenseurs de l'environnement mais qui, sur le fond, reposent toujours sur des intérêts personnels bien loin des préoccupations de Dame Nature.

Le but de notre association n'est pas de faire parler d'elle, mais bien de construire un avenir écologique et économique pour le bassin de la Boutonne.

Jusqu'à présent nous n'avons jamais répondu aux matraquages médiatiques qui nous étaient adressés. Nous avons toujours préféré mutualiser nos efforts à la réalisation d'un projet environnemental et constructif au service de l'ensemble des citoyens du bassin et des générations futures.

Aujourd'hui, trop de mensonges vous ont été dits ! Voici quelques vérités...

Loi sur l'eau du 23 octobre 2000

Article 1 : « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation.

Sa protection, sa mise en valeur et le **développement de la ressource utilisable**, dans le respect des équilibres naturels, **sont d'intérêt général.** »

*La loi sur l'eau encourage la création de stockage
pour le développement de la ressource utilisable en eau
la jugeant même d'intérêt général !*

*Ceci est une réponse aux tracts mensongés distribués par 'sos rivières'
que vous pouvez retrouver sur : <http://www.sauvonslaboutonne.fr>*



Organisme de gestion de l'eau à usage agricole sur le bassin de la Boutonne

12 Boulevard LAIR,
17400 St Jean d'Angely
05 46 32 68 71

info@asa-boutonne.org
<http://www.asa-boutonne.org>

Citoyens réagissez face aux mensonges : combattons quelques idées reçues

Les réserves de substitution vont pomper toute l'eau l'hiver et il n'y aura plus d'eau l'été dans nos rivières. FAUX.

Sur le bassin de la Boutonne il est prévu de stocker globalement 10 millions de m³, cela représente environ 0,9% de l'eau qui tombe chaque année sur le territoire du bassin. Cela représente à peine 1,5% de l'eau qui passe réellement par la boutonne à St Jean d'Angely. Un scandale écologique en effet... de ne toujours pas avoir construit ces réserves !

Les réserves sont un gouffre financier pour le contribuable et n'apporteront rien à notre petite région. FAUX.

Une étude précise, menée par le cabinet comptable indépendant CGO, a mesuré l'impact économique sur l'arrêt de l'irrigation ou sur la création de réserve de substitution. Il en ressort entre autres :

- 47% du coût total du projet est supporté par les agriculteurs.
- Pour les pouvoirs publics -le contribuable- : un retour sur investissement très rapide (6 à 7 ans) grâce au maintien de l'activité économique lié à l'irrigation. (*Marchands de matériels agricoles, coopératives, négociants, commerçants locaux...*)
- Un financement public générateur d'emploi (*Entreprises de travaux publics, électriciens, paysagistes, géomètres, techniciens...*)
- Pour les exploitations agricoles le coût de création des réserves reste supportable sans comparaison avec un arrêt des cultures irriguées qui nécessiterait une restructuration dévastatrice de toute la filière locale (abandon & reconversion, suppression de salariés...)

Les réserves serviront à cautionner la production intensive du maïs sur notre bassin qui n'est pas adapté à cette culture. FAUX.

Au contraire, le climat et les sols de Charente-Maritime permettent au maïs d'exprimer tout son potentiel qualitatif et quantitatif. Quand aux effets PAC décrits par certains comme favorisant le maïs irrigué, mensonge ou ignorance, voici le prix payé au quintal aux producteurs. Combien de professions supporteraient de telles baisses ?

Cultures/années	1990 (avant PAC)	1995 (PAC)	2009 (nouvelle PAC)
Blé	19,81 €	14,32 € <i>(10,97 € + 3,35 € d'aide)</i>	16,50 € <i>(11,50€ + 5€ d'aide)</i>
Maïs	19,81 €	14,32 € <i>(11,58 € + 2,74 € d'aide)</i>	16,30 € <i>(11,30€ + 5€ d'aide)</i>

Mais le projet de réserve sur le bassin de la boutonne n'a pas pour but de conserver ou de développer une culture plus qu'une autre. De nouvelles cultures dont la nécessaire qualité

passent souvent par l'irrigation comme la production de blé dur, d'orge de brasserie, de semence de blé, de tournesols oléiques, de maraichage (melons, fraises...), de luzernes... se sont imposées elles aussi. Toutes ces cultures sous contrat n'existeraient pas dans notre région sans la garantie d'une irrigation à nos acheteurs.

Bientôt nous risquons de manquer d'eau potable au robinet. FAUX.

Comment affirmer une telle chose, si ce n'est vouloir provoquer une psychose collective. Au contraire, la Charente-Maritime grâce aux efforts du syndicat d'eau est aujourd'hui sécurisée par des captages d'eau potables réalisés en eaux profondes et par la mise en place de zones protégées par les agriculteurs. La période estivale demande cependant une plus grande vigilance du fait d'une consommation accrue par la présence de nombreux touristes sur nos côtes. Diminuer les prélèvements estivaux par le stockage de l'eau d'hiver permettra de faire face à ces pics de consommation.

Une autre agriculture sans irrigation est possible. BIEN SUR, TOUT EST POSSIBLE.

Mais l'abandon de l'irrigation ne fera qu'accélérer l'agrandissement des exploitations qui passera inévitablement par la diminution du nombre d'agriculteurs et la perte de nombreux emplois directs (salariés) ou indirects (amont et aval). Aujourd'hui, quel paysage rural nous proposent les détracteurs du projet lorsque en période estivale l'irrigation aura disparu, que les blés seront moissonnés et qu'il ne restera qu'un agriculteur pour 500 ou 1000 ha... Et oui, l'irrigation permet aujourd'hui encore à quelques agriculteurs de vivre avec moins de 50ha. Sans notre projet, c'est l'agriculture familiale qui va disparaître faute de revenus suffisants. Le bio souvent mis en avant reste encore aujourd'hui un marché de niche et son développement n'est pas en contradiction avec l'irrigation, et même bien au contraire.

L'eau est notre patrimoine vital le plus précieux. VRAI.

Les réserves de substitution sont donc le moyen de la protéger tout en maintenant la vie rurale.

Citoyens du bassin de la boutonne, êtes-vous prêt à céder un territoire dévasté écologiquement et économiquement à vos enfants ? Rejoignez notre action sur <http://www.asa-boutonne.org>